

En grève le 31 janvier !



La Fonction publique et les services publics sont indispensables pour tous les citoyens. Or, la situation s'est dégradée ces dernières années pour les personnels comme pour les usagers. Il est urgent maintenant de changer de politique !

La crise que l'austérité aggrave ne peut pas servir de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents publics. Leur action est un puissant moyen pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales.

Le gouvernement doit entendre les exigences des millions de fonctionnaires et de contractuels qui demandent l'amélioration de la qualité des services aux usagers et de leurs conditions de travail.

La Fonction publique n'est pas une charge mais une chance pour l'avenir !

La FSU entend bien faire avancer cette exigence avec les personnels qui doivent être entendus car ce sont eux les acteurs au quotidien de ces services.

C'est pourquoi la FSU appelle, avec la CGT et Solidaires, les agents de la Fonction publique à être en grève le 31 janvier prochain.



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !

Ce que la FSU revendique :

Augmenter les salaires et le pouvoir d'achat

13% de perte du pouvoir d'achat indiciaire depuis 2000, 20% des agents sont payés au niveau du SMIC et les qualifications ne sont plus respectées et reconnues ! Il est urgent de corriger cette situation.

Les négociations qui s'ouvrent le 7 février ne doivent pas esquiver la nécessité d'une mesure générale immédiate de hausse des traitements :

1. La revalorisation de la valeur du point d'indice (gelé depuis 3 ans), son indexation sur les prix, des mesures de rattrapage des pertes ;
2. Un salaire minimum à 1600 € net ;
3. La reconstruction de la grille avec en première mesure, une augmentation uniforme de 50 points ; des carrières linéaires déconnectées de l'évaluation et d'un pseudo mérite ;
4. La revalorisation salariale des filières féminisées, bien moins rémunérées ;
5. L'intégration des indemnités dans le salaire sous forme indiciaire.

Non seulement une meilleure rémunération du travail des agents publics est juste mais elle aurait de plus un effet positif sur la relance économique, participerait activement au financement de la protection sociale et apporterait in fine une contribution supplémentaire pour les recettes de l'Etat. Augmenter les salaires et les pensions dans la Fonction publique, c'est possible et cela passe par une autre politique fiscale mettant à contribution tous les revenus et visant plus de justice.

Créer les emplois nécessaires

La Fonction publique (Etat, territoriale, hospitalière) représente 20 % de l'emploi total de notre pays soit plus de 5 millions de salariés.

Si la FSU se félicite des créations de postes dans certains secteurs dits « prioritaires » cela ne doit pas se faire au détriment d'autres secteurs. C'est pourquoi elle demande un moratoire sur les suppressions d'emplois et l'ouverture de discussions afin d'envisager les créations nécessaires pour répondre aux besoins de la population et améliorer les conditions de travail des agents. Il faut aussi mettre un terme à la précarité dans la Fonction publique.

Abroger la journée de carence

Cette mesure est une nouvelle amputation du pouvoir d'achat ! Elle pénalise durement les agents en imposant une baisse de salaire comme s'ils étaient coupables d'être malades ! Rappelons que cette mesure a surtout servi à l'époque à stigmatiser les fonctionnaires... et qu'elle pénalise plus souvent les femmes et les personnels exerçant dans les zones urbaines difficiles. Il est urgent d'abroger au plus vite cette disposition législative aussi injuste qu'inefficace.

Améliorer le fonctionnement de la Fonction Publique et des services publics

De nombreuses concertations sont en cours et les semaines et les mois à venir vont voir se concrétiser plusieurs projets législatifs : Modernisation de l'Action Publique, Education, décentralisation, enseignement supérieur, justice... Pour la FSU, ces projets doivent donner le cap du changement de politique afin d'assurer plus de justice sociale et de progrès. Ils doivent définitivement tourner la page de la RGPP et de la Réate. La lutte contre les inégalités sociales et territoriales passe par une place plus importante de l'Etat et de ses ministères, de leurs agents dans tout le pays. Elle nécessite de renforcer la qualité des services publics y compris territoriaux. La FSU rappelle son opposition à une nouvelle phase de décentralisation sans bilan de l'existant et à tout nouveau transfert de personnels (orientation, formation...).



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !